

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 863<sup>e</sup>  
SÉANCE

Jeudi 6 décembre 1962,  
à 10 h 55

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Points 33 et 94 de l'ordre du jour:</i>	
Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite) . . . . .	451
Programme économique de désarmement (suite) . . . . .	
<i>Points 12 et 35 de l'ordre du jour:</i>	
Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]	
Développement économique des pays sous-développés (suite)	
Examen du projet de résolution concernant l'inflation et le développement économique (suite) . . . . .	452
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)	
Examen du projet de résolution commun. . . . .	453

*Président:* M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

**Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.702/Rev.1, E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]**

**Programme économique de désarmement (A/C.2/L.702/Rev.1) [suite]**

1. M. NYLANDER (Ghana) dit combien il est heureux que les deux plus grandes puissances nucléaires aient uni leurs efforts pour présenter un projet de déclaration commun (A/C.2/L.702/Rev.1). Son adoption à l'unanimité (862<sup>ème</sup> séance) suscite de nouveaux espoirs, et le Ghana adresse un appel aux puissances nucléaires pour qu'elles accordent leurs actes au noble texte de leur déclaration; c'est dans ce sens surtout que la délégation ghanéenne a voté pour ce projet.

2. M. USHIBA (Japon) se joint aux orateurs qui ont félicité les Etats-Unis et l'Union soviétique de l'esprit de collaboration dont ils ont fait preuve. Il est encourageant de constater que, dans son étude sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1), le Groupe consultatif d'experts

soit arrivé à la conclusion unanime qu'il sera possible de résoudre efficacement les problèmes et difficultés que le désarmement ne manquera pas de soulever, à condition de prendre les mesures voulues sur le plan national et international, et que la conversion à des fins pacifiques des ressources actuellement consacrées aux besoins militaires pourra se faire de façon à être avantageuse pour tous les pays et à améliorer la situation économique et sociale dans le monde entier. L'étude des experts constitue une invitation à poursuivre les efforts entrepris pour arriver rapidement à la conclusion d'un accord sur un désarmement général et complet.

3. Il faut espérer sincèrement que les pays qui supportent la plus grande part des dépenses militaires mondiales s'efforceront d'arriver aussitôt que possible à un accord sur le désarmement sous un contrôle international efficace. Mais le processus du désarmement sera une opération de longue haleine, et tout programme économique devra tenir compte et du calendrier du désarmement et des ressources libérées, lorsque le moment sera venu d'étudier un programme économique de désarmement. Le Secrétaire général devra procéder à des consultations, non seulement avec les pays en voie de développement, mais aussi avec les gouvernements des pays qui seront à même de consacrer une partie des ressources libérées disponibles au progrès économique et social des pays en voie de développement. Ces derniers manquent dès à présent de ressources, et il ne faut donc pas attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement pour leur apporter une aide accrue. Le Japon a maintes fois eu l'occasion de mettre l'accent sur ce point, et M. Ushiba a plaisir à constater qu'il a été retenu par les auteurs au paragraphe 9 de leur projet de déclaration.

4. M. TOMEH (Syrie) rappelle que sa délégation avait formulé la première le vœu que les deux projets de résolution (A/C.2/L.646, A/C.2/L.647 et Add.1) puissent être fondus en un texte unique et il se félicite que les auteurs se soient rendus à cet appel. Il signale par ailleurs que le *New York Times* s'est penché deux jours de suite sur les travaux de la Commission, mais il regrette vivement que ce journal ne se soit pas attardé davantage sur les réussites de la Commission.

5. M. BUTTI (Irak) s'associe aux orateurs qui ont félicité les auteurs du projet de déclaration de leur esprit de coopération. La délégation irakienne estime qu'il est possible d'aboutir à un accord général sur le désarmement complet. M. Butti rappelle que l'assistance fournie aux pays en voie de développement est loin de répondre à leurs besoins et que nombre de pays font actuellement un gaspillage insensé de leurs ressources. Il apparaît clairement que le désarmement aura une influence sur l'humanité tout entière et qu'il permettra d'apporter une solution urgente aux nombreux problèmes des pays en voie de dévelop-

pement. M. Hashim Jawad, ministre des affaires étrangères de l'Irak, a souligné devant l'Assemblée générale (1152ème séance plénière) que la course aux armements avait des effets universels; l'Irak aurait appuyé la proposition soviétique (A/C.2/L.646). Pour ces raisons, le projet de déclaration commun présente une importance capitale, et c'est dans cet esprit que la délégation irakienne lui a donné tout son appui.

6. M. AWOYAMO (République centrafricaine) revendique pour son pays l'honneur d'avoir contribué à la réussite du compromis auquel on a abouti en prêchant la fusion des deux textes dont la Commission était saisie. Il note que c'est la première fois que l'Union soviétique et les Etats-Unis font route ensemble sur le chemin de la paix et de la raison, et souhaite que la déclaration soit suivie d'effets réels pour le plus grand bien de tous.

7. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), usant de son droit de réponse, fait remarquer que le New York Times est un journal indépendant, qui a du reste tenu à souligner en première page la conclusion heureuse du débat sur les conséquences économiques et sociales du désarmement. Cela indique que, dans les grandes occasions, ce quotidien applaudit comme il sied aux succès des délibérations de la Commission.

8. M. TOMEH (Syrie) regrette néanmoins que le deuxième article du New York Times ait été beaucoup plus général dans ses éloges que ne l'était le premier dans ses critiques des sous-amendements que le Liban et la Syrie avaient présentés à propos du projet de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles adopté par la Commission à la 858ème séance. Mieux eût valu rappeler les nombreux appels à l'unité qu'ont lancés les pays en voie de développement et qui ont contribué à la rédaction d'un projet de déclaration commun.

9. M. BUTTI (Irak), exerçant son droit de réponse, donne pour preuve de l'esprit tendancieux dans lequel fut rédigé le premier compte rendu du New York Times le fait qu'une déclaration officieuse d'un diplomate occidental a été montée en épingle, alors qu'aucune ligne n'a été consacrée à la position de l'un ou l'autre des 60 pays en voie de développement qui avaient participé aux débats.

10. M. DELGADO (Sénégal) félicite à son tour les auteurs du projet de déclaration commun de l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve et rappelle que pour les pays en voie de développement, victimes de la course aux armements, le problème qui se pose n'est pas tant celui des relations Est-Ouest que celui des différences Nord-Sud. Il souhaite que le même esprit de coopération inspire les projets ultérieurs. D'autre part, il regrette de n'avoir pu participer au vote sur le projet de résolution relatif à la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.660), dont son pays était l'un des auteurs, et demande qu'il soit tenu compte du vote affirmatif de sa délégation dans le procès-verbal du scrutin et dans le rapport de la Commission.

## Développement économique des pays sous-développés (A/5220, A/C.2/L.663/Rev.1) [suite]

### EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION CONCERNANT L'INFLATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (A/C.2/L.663/REV.1) [suite]

11. M. AYARI (Tunisie), répondant aux objections de fond soulevées à la 861ème séance par plusieurs délégations, et notamment par la France et les Pays-Bas, sur le principe et l'utilité d'une discussion de l'inflation, dit que l'examen de cette question a été abondamment justifié par le Brésil lorsqu'il a présenté le projet de résolution commun (A/C.2/L.663). L'inflation est un phénomène complexe quant à la façon dont elle se développe et à ses conséquences; c'est un phénomène à la fois monétaire, économique, social et humain qui constitue en même temps une nécessité et un danger pour l'expansion économique des pays en voie de développement. Le maintien de l'inflation dans des limites tolérables est parfois une condition essentielle d'une croissance saine et équilibrée. Si l'on admet que l'inflation peut s'accompagner des déséquilibres décrits dans le deuxième considérant et si l'on admet d'autre part qu'elle peut constituer la condition d'une croissance saine, on doit admettre aussi que l'ONU doit s'occuper de ce problème, l'étudier et en tenir compte dans l'appréciation des programmes d'assistance technique. Vouloir le limiter, comme le suggérait le représentant des Pays-Bas, à un problème de formation de capital, ou à un problème exclusivement monétaire, ou à un appel à la stabilité économique, ou encore à la formulation de conseils anti-inflationnistes à ceux qui en font la demande, c'est s'engager dans un raisonnement contestable et en tout cas sans rapport avec la multiplicité des problèmes posés par l'inflation ou avec les intentions des auteurs, qui en demandent l'étude dans le contexte de l'évolution des pays en voie de développement.

12. Le premier considérant du texte révisé (A/C.2/L.663/Rev.1) n'a pas été modifié ni le mot "aggravation" remplacé par le mot "continuation", parce que les poussées inflationnistes ne représentent un danger que lorsqu'elles dépassent un certain seuil tolérable. En revanche, deux nouveaux sous-paragraphes ont été ajoutés au deuxième considérant, car ils mettent utilement l'accent sur deux points importants, mais cela ne signifie nullement que la liste des conséquences de l'inflation donnée dans ce considérant soit exhaustive. A la demande de la Hongrie, qui s'est jointe aux auteurs du projet, un nouveau paragraphe a également été inséré après le troisième considérant pour rappeler que l'inflation peut se transmettre aux pays en voie de développement par l'intermédiaire des échanges extérieurs, notamment dans les pays africains qui appartiennent à des zones monétaires dont les structures permettent une transmission de la hausse des prix du pays dominant aux pays dominés. Il est devenu urgent de réorganiser la structure des échanges commerciaux et des accords douaniers entre pays parvenus à des niveaux différents de développement si l'on veut encourager l'industrialisation des pays en voie de développement. Les auteurs ont d'autre part supprimé, dans un esprit de coopération, le cinquième considérant, puisque la Commission ne semblait pas prête à étudier les caractères spécifiques de l'inflation dans les pays sous-développés. Enfin, dans le sixième considérant, toute référence aux institutions de crédit a été supprimée de manière à donner au projet un

## POINTS 12 ET 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203, A/C.2/L.663/Rev.1] (suite)

sens général plus acceptable à la majorité des délégations.

13. Les auteurs ont modifié le paragraphe 1 du dispositif pour marquer sans équivoque qu'ils n'ignorent pas les travaux déjà effectués et les renseignements déjà recueillis par les organismes internationaux tels que le FMI, la Banque et certaines commissions économiques régionales comme la CEPAL. Leur participation à l'élaboration de l'étude du Secrétaire général permettra d'éviter tout double emploi. Il serait bon aussi que d'autres commissions économiques régionales, notamment la CEA, fassent comme la CEPAL une étude de l'inflation dans leur région. Pour l'étude envisagée, il ne s'agira pas d'envoyer dans les 110 pays Membres de l'ONU des experts qui examinent les poussées inflationnistes ou donnent des conseils sur les mesures à prendre. Il ne s'agira pas non plus de conférer à l'ONU un rôle de concurrent par rapport à d'autres organismes internationaux ou de reprendre nécessairement les critiques de tel ou tel Etat Membre qui ne serait pas satisfait des recherches effectuées par les institutions spécialisées, y compris le FMI. L'étude devra permettre de perfectionner les outils grâce auxquels on analyse, dans les divers types de système économique et social, les causes, le développement et les répercussions à moyen et à long terme de l'inflation. Cet examen indispensable n'est pas uniquement théorique et comporte encore trop d'inconnues et de variables pour que l'on trouve une solution toute faite dans les manuels et modèles existants ou par une simple compilation de statistiques. Enfin, les auteurs ont modifié le libellé du paragraphe 2 de manière à donner plus de latitude au Secrétaire général, qui devra désormais présenter un rapport d'activité à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa dix-neuvième session, cela pour tenir compte des obligations qui incomberont au Secrétariat par suite de la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

14. M. EL BANNA (République arabe unie) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte de plusieurs observations de sa délégation et modifie en conséquence les amendements qu'elle avait présentés (A/C.2/L.706). La République arabe unie n'insiste plus pour que la plupart des considérants soient supprimés. Toutefois, elle demande encore que l'on supprime les sous-paragraphe 2 du deuxième considérant, parce qu'il est inutile et, de plus, fort difficile d'énumérer toutes les conséquences de l'inflation. Le considérant proposé par la République arabe unie dans son premier amendement est semblable au quatrième considérant du projet, et M. El Banna laisse à la Commission le soin de décider quel libellé est préférable. Le représentant de la République arabe unie note avec satisfaction que le paragraphe 1 du dispositif a été modifié pour tenir compte des études effectuées par les organismes internationaux comme le FMI et les commissions économiques régionales. Le deuxième amendement qui figure dans le document A/C.2/L.706 n'est guère différent du nouveau paragraphe 1 du dispositif et il appartiendra à la Commission de décider quel est le meilleur texte. Enfin, la République arabe unie continue de proposer d'ajouter deux paragraphes au dispositif. Le premier vise à formuler des avis et à préconiser des mesures dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité. L'autre s'explique par le fait que l'inflation peut se transmettre d'un pays à l'autre et est particulièrement néfaste pour les pays en voie

de développement qui sont tributaires de leurs échanges avec l'étranger.

15. M. FRANZI (Italie) se déclare favorable en principe à l'adoption d'un projet sur le problème particulièrement important de l'inflation et de ses conséquences pour les pays en voie de développement. Ce problème, qui a déjà été étudié longuement par certaines commissions économiques régionales, par le FMI, par divers gouvernements et par les économistes, est un sujet fort complexe et très controversé. Il ne faut donc jamais perdre de vue qu'il ne sera guère possible de trouver une solution unique acceptable par tous.

16. La délégation italienne propose d'apporter au texte certains amendements (A/C.2/L.707). Si le premier considérant du projet de résolution ne soulève aucune difficulté, il n'en est pas de même du deuxième: en effet, énumérer dès maintenant les conséquences de l'inflation revient à rédiger déjà en partie l'étude que l'on demande au Secrétaire général. Le troisième considérant est acceptable, mais il conviendrait d'y supprimer le mot "indéfiniment", car, en le conservant, on semblerait admettre qu'une inflation accélérée pendant une période définie facilite la croissance économique, constatation qui ne correspond ni aux faits ni sans doute aux intentions des auteurs. Toujours dans le même souci de ne pas préjuger les conclusions de l'étude, il serait préférable de remplacer le quatrième considérant par le texte suivant: "Tenant compte des répercussions que peuvent avoir pour les pays en voie de développement des tendances inflationnistes à l'étranger." D'autre part, dans le sixième considérant, les mots "pouvoir disposer de moyens efficaces d'analyse qui permettent de" sont prématurés et devraient être supprimés.

17. Au paragraphe 1 du dispositif, la délégation italienne propose d'ajouter les mots "des études ainsi que" après les mots "compte tenu" et de remplacer la fin du paragraphe par le texte suivant:

"et en utilisant au maximum les données disponibles, d'établir une étude où seraient examinées les diverses méthodes à appliquer pour résoudre le problème de l'inflation dans ces pays, eu égard aux considérations formulées au cinquième alinéa du préambule".

De même, le paragraphe 2 du dispositif serait préférable s'il était rédigé comme suit:

"Demande qu'un rapport d'activité sur cette question soit présenté par le Secrétaire général au Conseil économique et social au plus tard lors de sa trente-huitième session et à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa dix-neuvième session."

#### POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, A/C.2/L.665/Rev.1, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUNE (A/C.2/L.665/REV.1)

18. M. PATIÑO (Colombie) présente, au nom de ses auteurs, le projet de résolution concernant les mesures internationales destinées à compenser les effets des

fluctuations des prix des produits de base (A/C.2/L.665/Rev.1).

19. La discussion générale (798<sup>ème</sup> à 821<sup>ème</sup> séance) a montré que tout le monde s'accorde à reconnaître que la détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires est l'une des causes de la lenteur de leurs progrès. Les études qui ont été effectuées sur ce problème ont donné lieu à des initiatives diverses en vue de l'adoption de mesures destinées à compenser les fluctuations des recettes en devises des pays exportateurs de produits primaires, mesures qui seront différentes de celles que prévoit le FMI. Ces initiatives, qui sont sans doute très constructives, doivent se traduire maintenant en une action concrète.

20. L'objectif du projet de résolution est de contribuer à l'adoption prochaine de décisions à l'égard de ces mesures financières de compensation. Cet objectif est le même que celui de la résolution 915 (XXXIV) du Conseil économique et social, dont la délégation colombienne a également eu le privilège de présenter le projet. Les auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie voudraient que l'Assemblée générale exprime sa conviction de l'urgence qu'il y a de prendre les mesures compensatoires envisagées.

21. L'Organisation des Etats américains a déjà effectué des études dans ce sens, et le Conseil économique et social interaméricain, réunissant les ministres des finances, a adopté le 26 octobre 1962 une résolution prévoyant que le Secrétaire de l'OEA devra convoquer, en avril 1963, une conférence régionale au niveau technique afin que les pays membres de cette organisation puissent échanger leurs vues au sujet des mécanismes de compensation que le Groupe technique de travail créé sur la recommandation de la Commission pour le commerce international des produits de base aura élaborés dans son rapport. S'il y a lieu, le Secrétaire de l'OEA devra convoquer, au plus tard pour le 30 juin 1963, les représentants des gouvernements membres de l'Organisation pour l'examen de mesures ultérieures. Des études techniques sur cette question ont été effectuées par l'OEA et sont examinées actuellement par le Groupe technique de travail. M. Patiño est heureux de relever à ce propos que les études menées sur les mécanismes de financement compensatoire ont fait des progrès grâce à l'entière coopération du FMI, dont le concours avait été recommandé par le Conseil économique et social.

22. Le texte du projet de résolution s'explique de lui-même. Les auteurs ont été heureux d'y incorporer l'amendement des trois puissances (A/C.2/L.692), dont le contenu correspond entièrement à leur idée initiale. Le texte original du projet ne mentionnait pas expressément le fait que les recommandations relatives aux mesures de compensation devraient être examinées finalement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour la seule raison qu'au moment de la présentation du projet la décision de la Commission au sujet de cette conférence n'était pas encore connue. Mais il est certain que les études sur les mesures financières de compensation sont parmi celles que la Conférence pourra examiner. L'amendement a été incorporé au texte du projet avec une légère modification, consistant à introduire le paragraphe 3 du dispositif par les mots "Prie instamment" au lieu du mot "Prie". Cette modification est due au fait que l'accélération et la

conclusion des études en question ont déjà été demandées au Groupe technique de travail et à la Commission du commerce international des produits de base par le Conseil économique et social.

23. Les discussions qui ont précédé l'adoption par la Commission (839<sup>ème</sup> séance) du projet de résolution relatif à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont donné lieu à certaines alarmes. Le représentant de la Colombie rappelle à ce propos la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane en 1947-1948 et au cours de laquelle a été présenté un projet visant à la création d'une organisation internationale pour le commerce. De grands espoirs ont été mis dans la conférence à venir, mais il semble que l'on ne puisse compter sur un projet préparé avec le même soin et d'une portée aussi vaste. On peut toutefois espérer que le Groupe technique de travail, la Commission du commerce international des produits de base et le Conseil économique et social parviendront à des conclusions définitives à l'égard d'un système de compensation et produiront peut-être un projet d'accord sur cette question. Ces considérations montrent nettement l'importance du projet de résolution dont la Commission est saisie.

24. Quant à l'amendement proposé par la France (A/C.2/L.704), il présente un caractère constructif, et les auteurs du projet de résolution sont prêts à l'examiner dans les meilleures dispositions lorsqu'il aura été présenté. Il y a lieu de croire d'ailleurs que sa rédaction sera modifiée pour correspondre au texte révisé du paragraphe 3 du dispositif.

25. M. KIBRIA (Pakistan) remercie, au nom des auteurs de l'amendement A/C.2/L.692, les auteurs du projet de résolution de l'avoir inséré dans leur texte. Cet amendement soulève une question d'une grande importance, surtout pour nombre de pays exportateurs de produits de base. Il répond à l'un de leurs espoirs, celui que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prendra des mesures concrètes de nature à compenser les fluctuations des prix des produits primaires. Des progrès constants ont été réalisés dans cette direction grâce au Groupe technique de travail et à la Commission du commerce international des produits de base, qui pourront présenter le résultat de leurs études et un plan concret au Conseil économique et social à sa trente-sixième session. Les auteurs de l'amendement espèrent que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et contribuera au succès des études menées sur ce problème. En ce qui concerne l'amendement déposé par la France, le représentant du Pakistan en trouve heureuse la deuxième partie, car en effet l'étude des moyens propres à assurer la stabilisation à long terme des prix des produits de base devrait être stimulée. Aussi espère-t-il que les auteurs du projet de résolution pourront accepter cet amendement.

26. M. RENAUD (France) dit qu'en s'associant aux auteurs du projet de résolution relatif à l'Accord international de 1962 sur le café (A/C.2/L.652), la délégation française a montré son intérêt pour le problème des produits de base et des exportations en provenance des pays en voie de développement. D'autre part, les liens particuliers qui unissent depuis longtemps la France à un certain nombre de pays africains lui ont permis d'acquiescer en cette matière une expérience qu'elle partage maintenant avec beaucoup d'autres pays. C'est pourquoi elle considère

avec intérêt et sympathie le projet de résolution à l'étude.

27. Le fait que la balance commerciale des pays sous-développés a tendance à être déficitaire et risque de le rester pendant un certain nombre d'années, en raison de leur besoin d'importer les articles manufacturés nécessaires à leur développement économique, montre bien que le problème consiste à chercher les moyens d'atténuer ou de renverser cette tendance par un aménagement des relations commerciales entre ces pays et les pays industrialisés. Or, en ce qui concerne les produits de base, les conditions actuelles du marché et le jeu des lois de la concurrence soumettent les cours mondiaux de ces produits à la fois à des fluctuations brusques et à un mouvement général de baisse. Ce phénomène est d'autant plus dommageable aux pays exportateurs que les prix des articles manufacturés, exportés dans leur majorité par les pays développés, ont tendance à monter. Dans certains cas, cette évolution défavorable des prix des produits de base annule à elle seule les effets de l'aide financière que des pays développés peuvent apporter à des pays sous-développés.

28. Ces constatations ont amené la délégation française à considérer que le problème des produits de base ne pouvait en aucun cas être résolu par des mesures financières à court terme, capables tout au plus de compenser provisoirement les effets des fluctuations les plus brutales des recettes d'exportation. C'est donc vers des solutions à long terme, s'attaquant à la tendance défavorable des prix, qu'il faut s'orienter. On peut considérer en effet que les prix mondiaux actuels ne représentent pas une rémunération équitable des producteurs et qu'il y aurait lieu en conséquence de déterminer, pour certains produits, un juste prix, calculé par exemple en fonction des indices de variation des prix de ces produits pendant une période donnée. Cette stabilisation devrait naturellement s'accompagner d'une limitation et d'une rationalisation de la production. L'avantage d'une stabilisation, voire d'un réajustement des prix, même pour un certain nombre seulement de produits de base, paraît immédiat et considérable. Un relèvement même modeste des prix des produits de base pourrait apporter aux pays exportateurs des recettes supplémentaires très importantes, moyennant

une gêne minime pour les pays industrialisés. Tel est le sens de l'amendement proposé par la délégation française. Cet amendement a été déposé alors que le texte révisé du projet de résolution n'était pas encore connu, et par conséquent il n'en tient pas compte. La délégation française accueille avec faveur la nouvelle formulation du projet de résolution telle qu'elle résulte de l'insertion de l'amendement des trois puissances et elle est prête à déposer un amendement révisé tenant compte de la nouvelle version du projet de résolution. Son objectif est en tout cas de voir mentionné dans un texte relatif aux produits de base le problème de la stabilisation à long terme de leurs prix. La délégation française remercie d'avance les auteurs du projet et de l'amendement de leur compréhension à cet égard.

29. M. Mamadou TRAORE (Mali) dit que sa délégation appuie l'amendement présenté par la délégation française. Le Mali, en tant que membre de la Commission du commerce international des produits de base ainsi que du Groupe technique de travail créé en vertu de la résolution 915 (XXXIV) du Conseil économique et social, a participé à l'élaboration du mandat de ce groupe technique, qui siège actuellement à Genève. Ce mandat est reproduit au paragraphe 2 du projet de résolution. Il est question, à l'alinéa ii de ce paragraphe, des mesures de compensation financière à long terme. Mais cette mention n'apparaît pas dans le reste du dispositif, ce qui justifie l'amendement présenté par la délégation française, demandant d'accélérer l'étude des moyens propres à assurer la stabilisation à long terme des prix des produits de base. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait être saisie d'une étude sur les mesures compensatoires tant à court terme qu'à long terme. En tant qu'exportateur de produits primaires, le Mali reconnaît l'utilité des mesures à court terme, mais celles-ci ne peuvent avoir qu'un effet transitoire. Le problème fondamental demeure celui de la compensation financière à long terme, sinon la disparition de toute fluctuation des prix. Cette question touche la cause même du mal, qui est d'ordre essentiellement structurel.

La séance est levée à 13 heures.